

Communiqué

Directive sur le temps de travail : le Parlement européen désavoue la Commission et les gouvernements !

Le projet de directive sur le temps de travail présenté le 17 décembre devant le Parlement européen constituait une régression sociale majeure. Avec la généralisation du système d'*opt-out*, il permettait de faire travailler les salariés jusqu'à 65 heures par semaine. Il développait une flexibilité accrue des salariés en annualisant le temps de travail. Il revoyait la définition du temps de garde qui n'était plus considéré comme du temps de travail effectif.

Ce projet avait été adopté par le Conseil des ministres de l'Union sous la pression de la présidence française. Il a été rejeté par le Parlement européen. L'Union syndicale Solidaires se félicite de cette décision. Mais rien n'est réglé puisque s'ouvre maintenant une phase de conciliation entre le Parlement et le Conseil. Le projet n'est donc pas enterré.

Pour l'Union syndicale Solidaires, les salariés doivent faire entendre leur voix dans cette discussion. Il faut aujourd'hui imposer par les mobilisations une directive sur le temps de travail qui soit un progrès social avec, notamment, la perspective d'une réduction du temps de travail. Alors que la récession se développe et que le chômage augmente, il faut plus que jamais travailler moins pour travailler dans des meilleures conditions et pour travailler toutes et tous.

Le 22 décembre 2008